Redonner à l'alimentation l'importance qui lui revient

Autor(en): **Walzer, Didier**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Défis / proJURA**

Band (Jahr): **- (2017)**

Heft 5

PDF erstellt am: **27.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-823980

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Le taux d'auto-approvisionnement de la Suisse faiblit depuis quelques années et interpelle.

Redonner à l'alimentation l'importance qui lui revient

Propos recueillis par Didier Walzer
Photos Roger Meier/Bist

Michel Darbellay,
directeur
de la Chambre jurassienne
d'agriculture

Manquer de nourriture ? Mais voyons, comment ça ? C'est vrai que les étals des magasins sont toujours abondamment fournis. Cela conduit d'ailleurs au gaspillage de quantités de produits alimentaires, phénomène devenu hélas presque banal.

Nos aînés se rappellent cependant des temps où les denrées se faisaient rares, où le budget du ménage pour l'alimentation représentait sans commune mesure une part bien supérieure aux 7 % d'aujourd'hui. Ils se souviennent que l'agriculture faisait vivre la plupart des familles, que l'agriculture était source de vie. Elle l'est d'ailleurs toujours, mais plus forcément reconnue pour son rôle premier, celui d'approvisionner la population.

Décider du contenu de nos assiettes

La Suisse n'a jamais vécu en autarcie et ne vivra jamais de cette manière. Cependant, le taux d'autoapprovisionnement, actuellement de 55 %, faiblit depuis plusieurs années et a de quoi interpeler. Avec le recul des terres cultivables au profit de l'urbanisation, l'extensification, la raréfaction des ressources, l'augmentation de la population, la part indigène est constamment sous pression. Corollaire : une plus grande dépendance aux importations,

dont les consommateurs ignorent le plus souvent la traçabilité, enfumée par le business de l'agroalimentaire mêlé au négoce avide de gains et mis en lumière à chaque scandale alimentaire.
L'ouverture des marchés a accru la concurrence vis-à-vis de l'agriculture suisse, de la part de produits importés ne remplissant de loin pas les exigeantes normes de production helvétiques, à commencer par la traçabilité, la préservation de l'environnement et la protection des animaux. Pire, parfois les importations sont carrément issues de modes de production interdits en Suisse, comme la viande aux hormones ou encore les œufs de poules en cages et bientôt le poulet au chlore de l'Oncle Sam ? ...
Ces différences permettent, en partie du moins, à l'agriculture suisse de se positionner face à la concurrence étrangère. Mais lorsque le niveau des prix internationaux donne le ton ou que l'étiquetage ne dit pas tout, difficile de se démarquer et de tirer des revenus corrects lorsqu'il faut composer avec des charges salariales ou foncières au niveau suisse. Par conséquent, il importe de redéfinir les conditions-cadres.

La sécurité alimentaire ne va pas de soi

À l'heure de la globalisation, il est temps de garder la main sur le contenu de nos assiettes, autant que faire se peut. Si la Constitution assigne des tâches claires à notre agriculture, la sécurité alimentaire, elle, n'est pas suffisamment explicite. Raison pour laquelle l'Union suisse des paysans a déposé son initiative en 2014, puis l'a retirée au profit du contre-projet des Chambres fédérales, qui en reprend les éléments essentiels, tout en intégrant également les relations commerciales transfrontalières et la question de la durabilité. Le 24 septembre prochain, le peuple suisse se prononcera sur ce contre-projet. Le texte demande d'assurer l'approvisionnement alimentaire en préservant les bases de production, en phase avec des conditions locales, en répondant aux exigences du marché ou encore en privilégiant les relations commerciales transfrontalières contribuant au développement durable. Même si quelques lignes dans la Constitution ne traduisent encore que peu de choses de la législation ensuite rédigée, le moment est venu de replacer la question de notre approvisionnement au centre des débats.

Des visages derrière nos produits

Un oui massif à l'inscription de la sécurité alimentaire dans la Constitution doit offrir de nouvelles perspectives à celles et ceux qui nous nourrissent, nos familles paysannes, et redonner à l'alimentation l'importance qui lui revient, sans la sacrifier, elle et notre agriculture, sur l'autel du libre-échange.

www.agrijura.ch